

Chers productrices et producteurs de lait, chers sympathisants,

Agriculteur irlandais et européen, la période actuelle me rappelle constamment la vieille bénédiction /malédiction chinoise : « Puisses-tu vivre à une époque intéressante ».

On peut véritablement se demander si une autre période de l'histoire récente a suscité autant de dilemmes « intéressants » pour les agriculteurs irlandais. Aujourd'hui, au moment exact où j'écris ces lignes, la chaîne de télévision publique RTE vient d'annoncer que la Commission européenne travaillerait à un scénario post-Brexit qui envisagerait que l'agriculture et l'ensemble du secteur agroalimentaire puissent

continuer à fonctionner dans un cadre pan-irlandais. Cette note de service, obtenue par une fuite et qui proviendrait apparemment du bureau du président de la Commission, semble postuler qu'alors que les échanges transfrontaliers de marchandises seront soumis à des contrôles douaniers, l'agriculture pourrait être traitée à part, avec des contrôles entre l'Irlande du Nord et la Grande-Bretagne. Cela impliquerait que l'Irlande du Nord devrait rester en conformité totale avec les règles de sécurité alimentaire et de santé animale de l'UE, avec des contrôles s'appliquant aux produits agroalimentaires entrant en Irlande du Nord depuis la Grande-Bretagne. Bien évidemment, ce scénario ne manquerait pas d'attiser les susceptibilités politiques et on imagine aisément que les partis unionistes en Irlande du Nord risquent d'interpréter ceci comme une atteinte à l'intégrité de leur appartenance au Royaume-Uni. Il permettrait cependant de contourner la tâche impossible de détricoter ce qui est déjà de fait un secteur agricole et agroalimentaire pan-irlandais.

La question des normes de sécurité alimentaire nous amène naturellement aux rumeurs persistantes que l'UE s'apprête à offrir un quota de 70 000 tonnes de viande bovine aux producteurs sud-américains dans le cadre du Mercosur. Nous avons eu la preuve à plusieurs reprises que nous ne pouvons tout simplement pas faire confiance aux normes de sécurité des exportations, en particulier de viande bovine et autre, de certains des pays qui seront amenés à fournir une grande partie des 70 000 tonnes que les négociateurs de l'EU semblent avoir indiqué qu'ils seraient disposés à autoriser.

L'association des producteurs laitiers ICMSA s'efforce également de modifier la réglementation récente du gouvernement irlandais sur les nitrates et de rendre ses propositions compatibles avec le quotidien des agriculteurs. Nous avons également signalé à nos transformateurs que, malgré les dernières enchères du Global Dairy Trade (-2,4%), nous entendons voir se poursuivre la hausse du prix du lait que nous avons fourni en septembre, sur la base des indices sous-jacents du marché et, en particulier, de la demande à long terme et de la robustesse du marché du lait. L'Irlande occupe le 11^e rang du classement des prix du lait de l'UE : c'est une position inacceptable compte tenu de la transition, que nous avons effectuée il y a une décennie, vers de la transformation à forte valeur ajoutée et aussi de notre production sur herbages. On ne nous paie toujours pas le prix que les chiffres indiquent que devrions obtenir. Nous n'aurons de cesse que cela ne soit rectifié.

John Comer, membre du Conseil d'administration de l'EMB et président de Irish Creamery Milk Suppliers Association (ICMSA)

EMB bulletin octobre 2017

- Les laiteries devraient aussi payer plus pour le beurre
- Actions politiques de la Fédération allemande des producteurs laitiers
La marge bénéficiaire de 18,5 % d'ici 2020 visée par Nestlé ne pourra être obtenue qu'en rognant les marges des agriculteurs
- Le bon cap pour l'agriculture norvégienne
- Théâtre politique de l'absurde sur la politique agricole suisse
L'industrie laitière américaine est divisée sur la question de la gestion de l'offre au Canada
« Un ange part en voyage »

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

Les laiteries devraient aussi payer plus pour le beurre

L'association paysanne allemande AbL exige un meilleur prix pour le lait riche en matière grasse. Les transformateurs doivent envoyer des signaux à l'intention des éleveurs, notamment au vu de la nouvelle augmentation des stocks de lait.

Le beurre a pris de la valeur : la plaquette de 250 grammes se vend à près de deux euros en magasin. Les recettes des laiteries liées à cette matière grasse lactique si populaire ont ainsi elles aussi augmenté. Mais la situation des protéines lactiques est très différente. Le cours du lait écrémé en poudre suit de près le prix d'intervention étatique. L'UE accumule actuellement d'énormes stocks de lait en poudre par le biais de rachat par les États, en Allemagne y compris¹.

L'association paysanne AbL (Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft) exige des laiteries qu'elles réagissent à ces évolutions différentes sur les marchés et qu'elles répercutent les incitations économiques actuelles par une autre gestion des prix.

Le lait riche en matière grasse doit faire l'objet de meilleurs paiements. Globalement, le marché n'a pas besoin de plus grandes quantités : cela fait des mois qu'il fait la part belle aux lipides. Mais les laiteries continuent d'envoyer le signal inverse aux éleveurs : elles valorisent la proportion de protéines présentes dans le lait cru environ deux fois plus que celle de la matière grasse. C'est en contradiction totale avec l'évolution du marché ; les laiteries doivent donc corriger le tir.

Les éleveurs laitiers pourraient tout à fait réagir de manière active à une telle évolution des signaux du marché en modifiant la composition du fourrage qu'ils donnent à leurs bêtes. Il est possible d'accroître la teneur en lipides en utilisant plus de fibres brutes, sous la forme de foin ou d'herbe d'ensilage, et moins d'aliments concentrés. Une telle mesure diminuerait certes la quantité totale de lait, mais ce serait compensé d'après lui par une meilleure rémunération de la matière grasse. En raison de l'accumulation des stocks de lait en poudre et de l'augmentation des quantités de lait en Allemagne du Nord, cela constituerait un signal positif pour le marché en général.

Ottmar Ilchmann, AbL – Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft, Allemagne

¹ NDLR : Depuis la fin du mois d'août, le lait écrémé en poudre fait à nouveau fortement l'objet d'intervention publique, notamment en France, en Allemagne, en Pologne, aux Pays-Bas, en Lituanie, en Belgique, au Royaume-Uni et en Lettonie.

Actions politiques de la Fédération allemande des producteurs laitiers

Le BDM à l'origine d'une tempête de lait en poudre

Depuis le 25 août, la fédération allemande des producteurs laitiers BDM mène plusieurs « opérations (nuage de) lait en poudre » dans différents Länder allemands. Le slogan de ces événements est : *Remplacer la folie du lait en poudre par une responsabilisation du marché.*

Les éleveurs laitiers se mettent en scène, « coincés » entre des sacs de lait en poudre, et créent d'impressionnants nuages de lait en poudre à l'aide de souffleurs. Leur objectif : attirer l'attention sur l'accumulation d'énormes stocks d'intervention publique de lait écrémé en poudre dans l'Union européenne, qui s'élèvent à environ 360 000 tonnes. À cause des spéculations liées à l'exportation de ces stocks dans les semaines et mois à venir, ainsi que du maintien d'une production considérable de lait en poudre, le prix du lait en poudre ne peut remonter, ce qui empêche les éleveurs laitiers d'améliorer leurs revenus. Ces actions de dilapidation prendront fin lors d'une grande manifestation qui se tiendra devant la Chancellerie bavaroise de Munich le 9

octobre 2017.

[Photos des actions](#)

Une aide spécifique en cas de non-augmentation des quantités de lait de vache

Dans le cadre de la participation nationale au deuxième paquet d'aide de l'UE pour le marché du lait, les éleveurs laitiers allemands n'ayant pas augmenté leur quantité de lait produit de février à avril 2017 par rapport à la même période l'année précédente ont pu solliciter une aide spécifique auprès de l'Agence allemande pour l'agriculture et l'alimentation (Bundesanstalt für Landwirtschaft und Ernährung, BLE). Les demandeurs ont commencé à recevoir ces subventions de 0,88 centimes par kilogramme de lait (sur base de la quantité annuelle de novembre 2015 à novembre 2016) à partir de la deuxième semaine de septembre. Elles représentent au total 115,9 millions d'euros. Pour ce faire, les aides de l'UE, à hauteur de 58 millions d'euros, ont été doublées à l'aide de ressources fédérales.

Une éleveuse laitière membre du BDM interpelle Angela Merkel en direct à la télévision

Le 11 septembre dernier, peu avant la fin de campagne pour les élections législatives allemandes de 2017, la Chancelière allemande Angela Merkel a répondu aux questions du public de l'émission de la chaîne publique ARD intitulée « Wahlarena » (« arène électorale »). Ursula Treede, éleveuse laitière de 52 ans dans le land septentrional de Schleswig-Holstein, s'est saisie de cette occasion pour faire état à la chancelière, devant des millions de téléspectateurs, des conséquences désastreuses de la crise qui a ébranlé le marché du lait en 2015 et 2016. Après avoir écouté ses questions au sujet de la politique du marché du lait, Mme Merkel lui a promis de poursuivre la discussion à l'occasion d'une visite de son exploitation.

Conférence des ministres de l'agriculture à Lunebourg

La conférence d'automne de l'agriculture, des forêts et du développement rural s'est tenue à Lunebourg du 27 au 29 septembre 2017. Elle rassemble des représentants des ministères fédéral et régionaux de l'agriculture et des forêts. Le BDM, à nouveau présent lors de cet événement, a mené une action coup de poing pour attirer l'attention sur les importants stocks d'intervention publique de lait en poudre dans de l'UE, lançant un appel à la prise de mesures temporaires de discipline quantitative pour le marché européen du lait (Programme de responsabilisation face au marché).

Florian Wagle, Bundesverband Deutscher Milchviehhalter (BDM), Allemagne

La marge bénéficiaire de 18,5 % d'ici 2020 visée par Nestlé ne pourra être obtenue qu'en rognant les marges des agriculteurs

Le groupe mondial agro-alimentaire suisse Nestlé a récemment annoncé un objectif de marge bénéficiaire de 17,5 à 18,5 % d'ici 2020. Qui devra « cracher » pour permettre à Nestlé – incarnation même d'un grand groupe multinational – de réaliser cet objectif, est clair comme l'eau de roche.

© Pixabay

Selon certaines informations, Nestlé a décidé de fixer cette marge sous la pression exercée par les actionnaires du fonds d'investissement sans mentionner de hausse de prix au détail en ces temps de faible inflation, ce qui signifie que la seule façon pour eux de réaliser cette marge bénéficiaire très généreuse à deux chiffres sera de s'attaquer aux marges des fournisseurs de matières premières transformées par Nestlé.

Selon cette annonce, Nestlé a pour but de dicter et réduire les marges payées aux producteurs primaires tout en maintenant ou en accroissant les marges réalisées grâce au prix de détail final. Nestlé raconte à qui veut l'entendre que les marges bénéficiaires vont exploser au détriment des producteurs de lait, de céréales ou autres matières premières produites par les exploitations familiales. La durabilité est le terme à la mode utilisé par les grandes multinationales agro-alimentaires. Mais comment ces dernières peuvent-elles assurer la durabilité en menant des politiques telles que celle adoptée par Nestlé dont le but est clairement de réduire davantage les marges des exploitations familiales. Qu'une grande multinationale, déjà puissante et riche, puisse se sentir intouchable, peu importe les appels à l'équité, est révélateur et montre qu'elle n'a aucune crainte quant à son propre marché sur lequel elle dicte les marges en amont et en aval. Si la Commission de l'UE avait encore des doutes quant à la nécessité de réguler les marges dans la chaîne d'approvisionnement, cette annonce est un nouveau signal d'alarme. ICMSA et les agriculteurs irlandais espèrent sincèrement que le processus de consultation de la Commission sur l'équité des marges dans la chaîne d'approvisionnement agro-alimentaire tiendra compte de cette annonce de Nestlé ainsi que de son implication immédiate pour les agriculteurs et les producteurs primaires sensés, aux yeux de Nestlé, subventionner les nouvelles marges bénéficiaires.

Il est inacceptable de voir des grands groupes et fonds d'investissement annoncer de façon désinvolte qu'ils vont rognier les marges des agriculteurs sans que personne au niveau de l'UE ne s'insurge. Le processus de [consultation de l'UE visant à améliorer la chaîne d'approvisionnement alimentaire](#) se termine le 17 novembre. Nous lançons un appel à tous ceux qui ont un sens de l'équité à formuler leurs arguments en ligne et demandons à toutes les parties concernées de rejeter et de mettre un terme à ce type de pouvoir de la part des grands groupes.

Nestlé devrait expliquer clairement comment ils ont l'intention de réaliser ces marges et qui en assumera le coût. Ils devraient également préciser dans quelle mesure ce type de comportement va de pair avec un modèle cohérent de durabilité.

John Comer, président de Irish Creamery Milk Suppliers Association (ICMSA), Irlande

Le bon cap pour l'agriculture norvégienne

Le 11 septembre se sont tenues les élections au Parlement norvégien. Les conservateurs et populistes du parti du Progrès décrocheront un second mandat de quatre ans. L'organisation de base, Bondesolidaritet, qui se traduit par « Solidarité paysanne », s'est efforcée d'influencer les politiciens et les partis à faire le bon choix pour les agriculteurs du pays en les encourageant à

opter pour la solidarité internationale.

La solidarité est un outil qui peut être utilisé pour valoriser les conditions des agriculteurs et assurer la sécurité alimentaire des consommateurs. Avant les élections, Bondesolidaritet souhaitait savoir quels partis soutiendraient ouvertement la solidarité avec l'agriculture. Ainsi donc, les politiques ont été invités à prendre position, à donner leur aval à un approvisionnement sûr et une alimentation saine, à des zones rurales actives et une agriculture rentable dans tout le pays. Tous les partis ont été appelés à se rallier à la solidarité

internationale.

Arbeiderpartiet, le Parti travailliste norvégien, a écrit que ses deux axes prioritaires sont une concurrence accrue et des consommateurs gagnants. Parmi les mesures qu'il entend mettre en œuvre figurent de meilleures conditions économiques externes, des investissements en hausse et la modernisation de la technologie, la croissance de la production en Norvège et une recherche plus nourrie sur le comportement des consommateurs et l'alimentation.

Rødt, le « Parti rouge » d'extrême gauche, a répondu en toute simplicité : « Nous appuyons la solidarité internationale. »

Senterpartiet, un parti politique agraire du centre, a écrit : « Nous soutenons la solidarité paysanne internationale. Nous voulons construire la production alimentaire norvégienne, pas la détricoter. »

Les autres partis n'ont pas répondu. Il est intéressant de constater qu'aucun des partis élus et susceptibles de se retrouver au gouvernement n'a répondu à Bondesolidaritet. Nous aurons donc bien du travail au cours des quatre prochaines années. Nous apprécions votre soutien et nous sommes prêts à poursuivre la lutte pour la solidarité paysanne internationale. Nous nous rallions à European Milk Board lorsqu'il déclare que la condition essentielle d'un niveau de vie décent assuré par le travail des agriculteurs est un prix du lait qui couvre les coûts moyens de la production laitière.

Bondesolidaritet est une organisation dont la finalité est d'accroître les revenus des agriculteurs en Norvège et dans le monde. Bondesolidaritet voit le jour en 2012 suite au recul des revenus des agriculteurs au fil du temps en Norvège. Les négociations traditionnelles avec le gouvernement n'ont pas suffisamment valorisé les revenus des agriculteurs.

Monica Hägglund Langen, Bondesolidaritet Norvège

Théâtre politique de l'absurde sur la politique agricole suisse

Le 24 septembre, les électeurs suisses étaient appelés à se prononcer sur la rédaction d'un nouvel article constitutionnel concernant la sécurité alimentaire. Au printemps 2016, l'Union suisse des paysans avait réuni les 100 000 signatures exigées pour son initiative populaire « Pour la sécurité alimentaire », et ce en un temps record.

© Deborah Cordwell,
wikimedia

Cette dernière avait fait l'objet de sévères critiques de la part des associations professionnelles mais aussi d'organisations environnementales, ses détracteurs craignant un retour au protectionnisme. Le parlement fédéral avait donc élaboré un contre-projet, considéré par l'Union suisse des paysans comme quasi identique à son initiative. L'Union avait donc décidé de retirer son propre texte.

La suite des événements est une excellente illustration du théâtre politique : tous les détracteurs de l'initiative paysanne, parmi lesquels les critiques les plus virulents de la politique agricole suisse, devinrent partisans de nouveau contre-projet. Ainsi, tous étaient en faveur de la proposition parlementaire. Trois comités pour le « Oui » se formèrent, sans pour autant vouloir collaborer : vinrent donc s'ajouter au comité de l'Union suisse des paysans un autre comité qui souhaitait développer le marché et le développement durable, et un troisième considérant que l'article constitutionnel représentait une opportunité vers plus d'écologie. Bien évidemment, tous voulaient finir vainqueurs !

La population suisse a approuvé le nouvel article à 78,7 %. Mais cela n'aura en aucun cas permis d'obtenir plus de clarté sur l'avenir de la politique agricole. Aussi, à l'avenir, les familles de paysans seront toujours confrontées au grand écart entre une déréglementation effrénée et des conditions de plus en plus dures.

Libellé du nouvel article constitutionnel :

Art. 104a Sécurité alimentaire : « En vue d'assurer l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires, la Confédération crée des conditions pour : a) la préservation des bases de la production agricole, notamment des terres agricoles ; b) une production de denrées alimentaires adaptée aux conditions locales et utilisant les ressources de manière efficiente ; c) une agriculture et un secteur agroalimentaire répondant aux exigences du marché ; d) des relations commerciales transfrontalières qui contribuent au développement durable de l'agriculture et du secteur agroalimentaire ; e) une utilisation des denrées alimentaires qui préserve les ressources. »

Werner Locher, Secrétaire du BIG-M, Suisse

L'industrie laitière américaine est divisée sur la question de la gestion de l'offre au Canada

Au moins cinq organisations souhaitent la création d'un système de gestion de l'offre aux États-Unis et exhortent Washington de préserver ce système lors des négociations de l'ALENA (l'Accord de libre-échange nord-américain)¹.

Un contingent de fermiers américains se dit partisan du système canadien régissant les productions de lait, d'oeufs et de volailles et ne veut pas qu'il soit la cible des négociateurs de l'administration Trump. Au moins cinq organisations s'inscrivent en porte à faux avec la position du principal lobby américain du lait. Il s'agit également d'une position contraire à celle du gouvernement américain, qui s'oppose au système canadien et qui tente d'obtenir des brèches depuis de nombreuses années.

« Je détesterais m'en prendre à une mesure visant à protéger les fermiers, quand c'est exactement ce que tentent d'obtenir les fermiers d'ici », affirme Darin Von Ruden, propriétaire d'une ferme multi générationnelle de 50 vaches et qui est à la tête du syndicat des fermiers du Wisconsin. «Le programme canadien de la gestion de l'offre n'est peut-être pas parfait. Il fait toutefois un travail suffisant afin que ses agriculteurs, particulièrement ceux du secteur laitier, puissent demeurer en affaires et remettre les clés de leur ferme à la génération suivante», ajoute-t-il.

Le système canadien limite les importations en plus de fixer les prix. Il permet de protéger les activités laitières de la faillite, ce qui ne l'empêche pas d'être la cible de nombreuses critiques à propos de prix plus élevés, d'une diminution de l'offre en épicerie et d'un isolement du Canada à l'international. Ottawa a toujours répondu que tous les pays prenaient différents moyens pour donner un coup de pouce à leur secteur agricole. Aux États-Unis, cela comprend entre autres de l'aide gouvernementale lorsque les fermes traversent des périodes économiques difficiles.

Deux autres organisations américaines ont transmis des missives aux négociateurs américains. « Ne mettez pas de pression sur le Canada afin d'affaiblir la gestion de l'offre », font valoir la National Family Farm Coalition et l'Institute for Agriculture & Trade Policy dans une lettre. « Affaiblir le système canadien n'augmentera pas de façon significative les exportations américaines de lait. »

Extrait de l'article « Gestion de l'offre: l'industrie laitière américaine divisée » d'Alexander Panetta, La Presse Canadienne, Washington (18 août 2017)

¹ Zone de libre-échange entre les États-Unis, le Canada et le Mexique

« Un ange part en voyage »

À tous les producteurs laitiers de l'EMB :

Nous souhaitons, par ce message, vous remercier tous de l'immense soutien que vous nous avez témoigné à l'heure du décès tragique de notre fils bien-aimé Patrick.

C'est seulement grâce à votre soutien au cours de ces dernières semaines, par vos paroles et vos actions, que nous sommes à même de supporter tant bien que mal la situation actuelle. Nous avons toujours dit que l'EMB est une grande famille et nous avons maintenant pu ressentir de près cette union – même si c'était à l'occasion d'un des pires événements que l'on puisse imaginer. Merci pour vos innombrables messages de condoléances, pour votre présence à nos côtés, pour vos prières et bien sûr aussi vos dons pour l'achat d'une pierre commémorative pour Patrick.

Vous êtes nombreux à avoir connu Patrick, que ce soit personnellement ou lors de rencontres à l'occasion des événements organisés par les producteurs et productrices de lait. Patrick aurait aimé nous accompagner encore de nombreuses fois à travers l'Allemagne ou l'Europe. À son jeune âge, il avait déjà compris qu'il faut s'engager lorsque l'on croit en quelque chose et qu'il ne suffit pas de se contenter de ce que d'autres veulent bien nous accorder.

Nous, l'ensemble de la famille Lehmann, vous remercions de votre profonde sympathie et du soutien que vous nous avez témoigné et nous accorderez encore. Nous nous en souviendrons toujours.

« Vole, petit ange, vole »

Stefan, Elfriede, Tanja, Florian, Steffi, Mamie et Papi

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: office@europeanmilkboard.org

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-octobre-2017.html>